



Après quelques atermoiements et une déclaration supposée offensive sur l'absence de démocratie en RDC destinée à atténuer d'éventuelles critiques, François Hollande s'est rendu à Kinshasa pour participer au sommet de l'OIF. Avec pour enjeu, sous couvert de promotion de la langue française et des valeurs républicaines, l'affirmation de la domination économique, politique et militaire de la France vis à vis de ses « partenaires » africains.

En langue de bois, la langue la plus courante dans les enceintes diplomatiques, « *dictateur* » se dit «

chef d'Etat élu au terme d'un scrutin entaché de quelques irrégularités

», se compromettre avec des régimes corrompus et répressifs se défend par la volonté de « *ne pas pratiquer la politique de la chaise vide*

». «

État en déliquescence et en proie à la violence

» se dit «

Etat fragile

» ou, si l'on veut se montrer un peu plus offensif, «

Etat où la situation de la démocratie et des droits de l'Homme est inacceptable

».

En acceptant de participer au sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie de Kinshasa, et donc de se rendre sur les terres de Joseph Kabila, l'un des pires dictateurs du continent, imposé par les armes, la répression des opposants et la violation des urnes (à l'exemple de la mascarade électorale de novembre 2011), le Président de la République semble cependant bien enterrer définitivement ses promesses d'en finir avec le système de la Françafrique. Ce ne sont pas sa petite déclaration sur l'état des droits de l'Homme en RDC et quelques aménagements cosmétiques affichés dans le programme du déplacement présidentiel (escales à Dakar, rencontre d'opposants congolais) qui atténueront le choc du symbole. Celui de voir une nouvelle fois un chef de l'Etat français s'afficher aux côtés d'un parterre de chefs d'Etat supposés unis par une langue en partage, quand le terreau commun d'un bon nombre d'entre eux est la corruption et l'oppression, dans le cadre d'un Sommet de l'organisation porte-étendard de l'influence française qu'est la Francophonie.

De simple agence de coopération culturelle et technique (ACCT), en 1970, l'Organisation internationale de la Francophonie s'est muée de sommet en sommet en enceinte politique, avec la nomination d'un secrétaire général, l'adoption d'une Charte et un élargissement constant à des pays comptant parfois très peu de locuteurs français mais qui voient un grand intérêt à intégrer l'amicale des chefs d'Etat francophones, espace de solidarité politique à défaut d'être un vrai outil d'échange culturel et linguistique.

Malgré l'adoption de textes sur la défense de la démocratie, à l'instar de la déclaration de Bamako de 2000, l'OIF a en effet servi tout au long de son existence à conforter des dictateurs en place, tenant ses sommets à Brazzaville ou à Ouagadougou, envoyant des délégations complaisantes « observer » certaines élections (160 missions sur une vingtaine d'années, dont bien peu ont nourri la chronique pour leur esprit critique, à l'exemple de la caution apportée en octobre 2011 à l'élection présidentielle au Cameroun) ou acceptant dans ses rangs des dictateurs anglophones isolés politiquement.

Parmi les volets moins connus de l'activité de l'OIF figure également la « *prévention des conflits* », consacrée par la déclaration de Saint-Boniface, adoptée par l'OIF en mai 2006. Présenté comme un secteur de plus en plus stratégique pour cette organisation lors d'un colloque de l'OIF en 2009 à l'IRIS, s'appuyant principalement sur des activités de formation, ce glissement militaire de la Francophonie fait surtout redouter un nouvel habillage multilatéral de l'interventionnisme militaire français, en supplément des cadres onusien, européen (Eufor) ou de dispositifs comme RECAMP.

Ce déplacement intervient dans un contexte d'accélération du positionnement de l'exécutif français sur le terrain des relations franco-africaines, avec pour point focal la crise au Mali, qui alimentera à n'en pas douter les échanges formels et informels entre la délégation française et les chefs d'Etat africains présents à Kinshasa. Il serait à cet égard intéressant de savoir si le Président de la République osera parler de « situation des droits de l'Homme inacceptable » dans un pays comme le Tchad, dont la France négocie le soutien militaire à une intervention au Mali.

François Hollande et son gouvernement auront donc réussi l'exploit de s'approprier en quelques mois seulement toutes les composantes diplomatiques, politiques, monétaires et militaires de la Françafrique. Le terrain économique avec la promotion des intérêts d'Areva auprès du président nigérien Issoufou, reçu 11 juin dernier. Le terrain politique et

diplomatique, avec les déplacements de ministres français au Tchad et au Burkina Faso fin juillet et l'accueil à l'Élysée d'Ali Bongo, Alassane Ouattara et Blaise Compaoré en l'espace de deux mois. Le volet militaire, avec pour point d'orgue l'activisme français dans les couloirs de l'ONU à New York pour imposer une intervention militaire dans le Sahel pilotée par la France. Et bien sûr le volet monétaire, avec la célébration à Paris des 40 ans du franc CFA le 5 octobre dernier.

Ne manquait plus qu'un sommet de l'OIF pour, le temps d'une petite photo de famille, d'un discours de circonstance sur les valeurs et les droits à défendre (il est toujours utile d'animer un peu les repas de famille) et de quelques échanges avec des associations et opposants, continuer d'apporter du crédit à une organisation supposée linguistique qui n'a toujours été qu'un outil d'influence.

En langue de bois diplomatique, il est certes plus convenable de dire « *Francophonie* » que « *Françafrique* ».

Fabrice Tarrit, président de l'association Survie